

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-François-de-l'Île-d'Orléans

Code géographique : 20005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marco Langlois, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-04-15

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie et de leurs gains et pertes de réévaluation pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

Beudet Fontaine CPA s.a.
Québec, Québec

CPA auditeur, CGA, permis de comptabilité publique no A119061

DATE 2016-03-23

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	647 185	666 247			666 247	627 652
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 100	6 423			6 423	6 295
Quotes-parts	3						
Transferts	4		43 025			43 025	49 306
Services rendus	5	9 900	13 055			13 055	13 734
Imposition de droits	6	12 325	29 389			29 389	41 411
Amendes et pénalités	7	1 000	2 849			2 849	1 207
Intérêts	8	2 250	5 446			5 446	4 499
Autres revenus	9	3 000	12 203			12 203	(2 117)
	10	681 760	778 637			778 637	741 987
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13						375 616
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15		34 482			34 482	60 232
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		34 482			34 482	435 848
	18	681 760	813 119			813 119	1 177 835
Charges							
Administration générale	19	417 852	396 370	4 251		400 621	351 790
Sécurité publique	20	174 998	164 946	4 175		169 121	176 552
Transport	21	65 095	55 980	16 339		72 319	63 205
Hygiène du milieu	22	82 221	89 547	50 357		139 904	131 534
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	9 978	8 707			8 707	9 725
Loisirs et culture	25	27 950	29 608	18 108		47 716	40 977
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	7 726	42 569			42 569	45 472
Amortissement des immobilisations	28		93 230	(93 230)			
	29	785 820	880 957			880 957	819 255
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(104 060)	(67 838)			(67 838)	358 580

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(104 060)	(67 838)	358 580
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 34 482 ) (	) ( 435 848)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(104 060)	(102 320)	(77 268)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		93 230	82 789
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			13 715
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		93 230	96 504
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	)	( 3 700 ) (	) ( 3 400)
	18		(3 700)	(3 400)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	( 17 106 ) (	) ( 16 334)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	111 040	111 040	111 040
Réserves financières et fonds réservés	22	(6 980)	(8 724)	(8 893)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	104 060	85 210	85 813
	26	104 060	174 740	178 917
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		72 420	101 649

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		34 482	435 848
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	4 871)	(598)
Sécurité publique	3 (	)	4 446)	()
Transport	4 (	)	21 589)	(149 866)
Hygiène du milieu	5 (	)	)	( 6 768)
Santé et bien-être	6 ())	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())	()
Loisirs et culture	8 (	)	56 779)	(71 100)
Réseau d'électricité	9 ())	()
	10 (	)	87 685)	(228 332)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ())	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ())	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			4 950
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		17 106	16 334
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		36 097	(5 433)
	18		53 203	10 901
	19		(34 482)	(212 481)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20			223 367

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	143 271	131 552	126 013
Charges sociales	2	23 327	21 923	20 955
Biens et services	3	391 339	382 699	394 092
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	7 726	2 554	6 811
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		40 015	38 661
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	220 157	208 984	149 934
Autres	10			
Autres organismes	11			
Amortissement des immobilisations	12		93 230	82 789
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	785 820	880 957	819 255

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	647 185	666 247	627 652
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 100	6 423	6 295
Quotes-parts	3			
Transferts	4		43 025	424 922
Services rendus	5	9 900	13 055	13 734
Imposition de droits	6	12 325	29 389	41 411
Amendes et pénalités	7	1 000	2 849	1 207
Intérêts	8	2 250	5 446	4 499
Autres revenus	9	3 000	46 685	58 115
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	681 760	813 119	1 177 835
Charges				
Administration générale	12	417 852	400 621	351 790
Sécurité publique	13	174 998	169 121	176 552
Transport	14	65 095	72 319	63 205
Hygiène du milieu	15	82 221	139 904	131 534
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	9 978	8 707	9 725
Loisirs et culture	18	27 950	47 716	40 977
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	7 726	42 569	45 472
	21	785 820	880 957	819 255
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(104 060)	(67 838)	358 580
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		3 058 715	2 700 135
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		3 058 715	2 700 135
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		2 990 877	3 058 715

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(104 060)	(67 838)	358 580
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	87 685 ) (	228 332)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		93 230	82 789
(Gain) perte sur cession	5			13 715
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		5 545	(131 828)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11			
	12	(104 060)	(62 293)	226 752
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(104 060)	(62 293)	226 752
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		281 277	54 525
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		281 277	54 525
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		218 984	281 277

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 47 128	40 473
Placements temporaires	2 144 572	174 330
Débiteurs (note 5)	3 1 429 525	1 517 774
Prêts (note 6)	4	
Placements de portefeuille (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 1 621 225	1 732 577
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 8 886	9 137
Revenus reportés (note 12)	13 36 055	23 163
Dette à long terme (note 13)	14 1 357 300	1 419 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 1 402 241	1 451 300
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 218 984	281 277
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 2 771 893	2 777 438
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	
Stocks de fournitures	20	
Autres actifs non financiers (note 17)	21	
	22 2 771 893	2 777 438
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 2 990 877	3 058 715

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(67 838)	358 580
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	93 230	82 789
Autres			
- Perte cession d'immobilisation	3		13 715
-	4		
	5	25 392	455 084
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	88 249	(120 222)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(251)	(141 508)
Revenus reportés	9	12 892	(92 157)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	126 282	101 197
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(87 685)	(228 332)
Produit de cession	16		
	17	(87 685)	(228 332)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24		228 800
Remboursement de la dette à long terme	25	(61 700)	(51 300)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(61 700)	177 500
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(23 103)	50 365
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	214 803	164 438
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	191 700	214 803

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans est un organisme municipal constitué et régie en vertu du code Municipal de la province de Québec . Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges aux cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les revenus de projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme
S.O.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers

Stocks
S./O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures	2,5 % et 5 %
Bâtiments	2,5 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % et 20 %
Machinerie, outillage et équipement	10 % et 20 %

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatés et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisation déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2015, l'organisme a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3260 "Passif au titre des sites contaminés". Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		1 084
Placements temporaires	2	76 762	103 053
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	31 077	28 313
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 379 531	1 480 774
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7		
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Mutations	9	12 700	8 687
- Taxes à la consommation	10	6 217	
	11	1 429 525	1 517 774
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	1 276 750	1 334 750
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	1 276 750	1 334 750
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____)	(_____)
	27	_____	_____
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	4 175	4 044
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	1 611	1 600
	33	5 786	5 644
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	6 820	7 052
Salaires et avantages sociaux	38	2 066	2 085
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
-	43		
-	44		
-	45		
-	46		
-	47		
	48	8 886	9 137
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50	36 055	18 681
Autres			
-	51		4 482
-	52		
	53	36 055	23 163
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	3,09	2031	2034	54	1 357 300	1 419 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	1 357 300	1 419 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	()	()
					64	1 357 300	1 419 000

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2015</u>	
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2016	65	73	63 500	81	90	98	63 500
2017	66	74	1 091 200	82	91	99	1 091 200
2018	67	75	9 300	83	92	100	9 300
2019	68	76	193 300	84	93	101	193 300
2020	69	77		85	94	102	
2021 et +	70	78		86	95	103	
	71	79	1 357 300	87	96	104	1 357 300
Intérêts et frais accessoires				88	()	105	()
	72	80	1 357 300	89	97	106	1 357 300

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	218 984
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	218 984
	218 984	281 277

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111		139		166		193	
Eaux usées	112	1 977 022	140		167		194	1 977 022
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	636 315	141		168		195	636 315
Autres	114		142		169		196	
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	343 869	144	16 210	171		198	360 079
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118		146		173		200	
Ameublement et équipement de bureau	119	51 755	147	4 871	174		201	56 626
Machinerie, outillage et équipement divers	120	81 068	148	37 818	175	(29 617)	202	148 503
Terrains	121	34 454	149		176		203	34 454
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>3 124 483</u>	151	<u>58 899</u>	178	<u>(29 617)</u>	205	<u>3 212 999</u>
Immobilisations en cours	124	<u>34 595</u>	152	<u>28 786</u>	179	<u>29 617</u>	206	<u>33 764</u>
	125	<u>3 159 078</u>	153	<u>87 685</u>	180		207	<u>3 246 763</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126		154		181		208	
Eaux usées	127	184 043	155	50 357	182		209	234 400
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	97 623	156	17 159	183		210	114 782
Autres	129		157		184		211	
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	38 631	159	15 163	186		213	53 794
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133		161		188		215	
Ameublement et équipement de bureau	134	38 420	162	3 161	189		216	41 581
Machinerie, outillage et équipement divers	135	22 923	163	7 390	190		217	30 313
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>381 640</u>	165	<u>93 230</u>	192		219	<u>474 870</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>2 777 438</u>					220	<u>2 771 893</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	
	234	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance	237	
Frais reportés		
-	238	
-	239	
	240	
Note		
18. Obligations contractuelles		
S.O.		
19. Éventualités		
a) Cautionnement et garantie		
S.O.		
b) Auto-assurance		
S.O.		
c) Poursuites		
Une réclamation de 58 500 \$ sur des droits de mutation a été entreprise contre la Municipalité. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ce dossier juridique. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la réclamation sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.		
d) Autres		
RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE		
La Municipalité est responsable, solidairement avec les autres municipalités membres de la Municipalité régionale de comté de l'Île d'Orléans, des obligations de la Municipalité		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

régionale de comté de l'Île d'Orléans, ainsi que des obligations de la Communauté métropolitaine de Québec avec les autres municipalités membres de la Communauté métropolitaine de Québec.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015		2014
Encaisse	241	47 128		40 473
Découvert bancaire	242	()	(
Placements temporaires	243	144 572		174 330
<i>Ajouter</i>				
-	244			
-	245			
-	246			
-	247			
<i>Déduire</i>				
-	248	()	(
-	249	()	(
-	250	()	(
-	251	()	(
-	252	()	(
-	253	()	(
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)				
à la fin de l'exercice	254	191 700		214 803

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	266	
Placements de portefeuille	267	
Débiteurs	268	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269	
Provision pour moins-value	270	() ()
	271	
	272	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	273	
Revenus reportés	274	
Dette à long terme	275	
	276	
Solde du Fonds local d'investissement	277	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278	
Supportant les engagements de prêts	279	
Supportant les garanties de prêts	280	
	281	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	292
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	()
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 116 045	124 281
Excédent de fonctionnement affecté	2 101 292	131 677
Réserves financières et fonds réservés	3 82 196	109 569
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 () ()	
Financement des investissements en cours	5	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 2 691 344	2 693 188
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 2 990 877	3 058 715
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 116 045	124 281
Organismes contrôlés	10	
	11 116 045	124 281
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Équilibre budgétaire	12 75 000	111 040
- Fonds réservé égout	13 26 292	20 637
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 101 292	131 677
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 101 292	131 677
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 73 044	102 161
Fonds parcs et terrains de jeux	34 3 719	1 975
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 5 433	5 433
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 82 196	109 569
	46 82 196	109 569

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()	
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()	
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	49 () ()	()	
Régimes non capitalisés	50 () ()	()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()	
Autres	52 () ()	()	
Régimes non capitalisés	53 () ()	()	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()	
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()	
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	56 () ()	()	
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()	
Autres	59 () ()	()	
-	60 () ()	()	
-	61 () ()	()	
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()	
Autre financement	63 () ()	()	
	64 () ()	()	
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65		
Investissements à financer	66 () ()	()	
	67		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	68	2 771 893	2 777 438
Propriétés destinées à la revente	69		
Prêts	70		
Placements à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales	72		
	73	2 771 893	2 777 438
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	74	1 357 300	1 419 000
Frais reportés liés à la dette à long terme	75		
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 ()	1 276 750	() 1 334 750
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 ()		()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 ()		()
	79	80 550	84 250
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	(1)	
	81	80 549	84 250
	82	2 691 344	2 693 188

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58
	_____	_____	_____ 1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Les employés de la Municipalité participent à un régime à cotisations déterminées avec les employés de la Municipalité régionale de comté et des autres municipalités locales participantes de l'Île d'Orléans. Ce régime de retraite est un régime entièrement capitalisé et non assuré.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 <u>4 175</u>	<u>4 044</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
 95 Non

	2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	1	1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM 97	478	474
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	1 611	1 600
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99		
100	1 611	1 600

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dette à long terme	1	1 357 300
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	1 276 750
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	80 550
---	----	--------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	80 550
------------------------------	----	--------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	3 789
---------------------------------	----	-------

Communauté métropolitaine	18	1 862
---------------------------	----	-------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	86 201
------------------------------------	----	--------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	86 201
---	----	--------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	552 897	557 128	534 111
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	552 897	557 128	534 111
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	12 000	12 070	11 189
Matières résiduelles	13	53 871	54 391	45 523
Autres				
-Vidanges fosses individuelles	14	18 232	31 290	24 497
-Roulottes	15	960	1 080	960
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		2 500	2 749
Service de la dette	18	7 725	7 788	8 623
Activités de fonctionnement	19	1 500		
Activités d'investissement	20			
	21	94 288	109 119	93 541
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	94 288	109 119	93 541
	26	647 185	666 247	627 652

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34		
	35		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40		
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	100	198
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	100	198
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49	6 000	6 097
	50	6 000	6 097
	51	6 100	6 295

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Budget 2015	Réalizations 2015	Réalizations 2014
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	3 010	
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		10 547
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70	40 015	38 661
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	43 025	49 208

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		145 373
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		223 850
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		6 393
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129		375 616

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		98
	138		98
TOTAL DES TRANSFERTS	139	43 025	424 922

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	300	287	363
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			565
Hygiène du milieu	190			
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	9 600	12 768	12 806
Réseau d'électricité	194			
	195	9 900	13 055	13 734
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	9 900	13 055	13 734
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	2 325	1 590	2 540
Droits de mutation immobilière	198	10 000	27 799	38 871
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	12 325	29 389	41 411
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	1 000	2 849	1 207
INTÉRÊTS	203	2 250	5 446	4 499
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			(13 715)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			5 596
Autres contributions	210		34 482	54 636
Autres	211	3 000	12 203	11 598
	212	3 000	46 685	58 115

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	49 619	40 478		40 478	43 661
Application de la loi	2	83 283				
Gestion financière et administrative	3	125 529	129 661	4 251	133 912	132 730
Greffe	4	1 500				424
Évaluation	5	75 100	69 926		69 926	21 090
Gestion du personnel	6					
Autres	7	82 821	156 305		156 305	153 885
	8	417 852	396 370	4 251	400 621	351 790
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	111 787	111 787	3 221	115 008	115 810
Sécurité incendie	10	62 261	49 637	954	50 591	57 249
Sécurité civile	11	450	3 522		3 522	3 493
Autres	12	500				
	13	174 998	164 946	4 175	169 121	176 552
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	7 000	3 657	11 511	15 168	13 021
Enlèvement de la neige	15	36 595	35 026		35 026	35 411
Éclairage des rues	16	18 500	14 439	4 828	19 267	11 711
Circulation et stationnement	17	500	686		686	822
Transport collectif						
Transport en commun	18	2 500	2 172		2 172	2 240
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	65 095	55 980	16 339	72 319	63 205

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	<u>Budget 2015</u>		<u>Réalisations 2015</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2014</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25	25 250	31 464		31 464	36 993
Réseaux d'égout	26	3 000	4 127	50 357	54 484	49 182
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	53 871	53 871		53 871	45 250
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	100	85		85	109
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	82 221	89 547	50 357	139 904	131 534
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45					
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	4 075	2 804		2 804	4 271
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49	5 903	5 903		5 903	5 454
Autres	50					
Autres	51					
	52	9 978	8 707		8 707	9 725

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54	4 100	1 567	2 427	3 994	6 308
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	10 000	11 589	1 608	13 197	8 960
Parcs régionaux	57	8 600	11 993	14 073	26 066	21 464
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	22 700	25 149	18 108	43 257	36 732
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	5 250	4 459		4 459	4 245
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	5 250	4 459		4 459	4 245
	67	27 950	29 608	18 108	47 716	40 977
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	2 800	42 569		42 569	41 296
Autres frais	70	4 926				4 176
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72					
	73	7 726	42 569		42 569	45 472
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74		93 230	(93 230)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre [mon] audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Beudet Fontaine CPA, s.a.
Québec, Québec

CPA auditeur, CGA, permis de comptabilité publique no A119061

DATE 2016-03-23

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	666 247
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
Revenus de taxes	11	666 247

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	666 247
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>
Total partiel	4	<u>666 247</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	2 500
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
	10	<u>2 500</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>663 747</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>122 600 120</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>123 967 550</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>123 283 835</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>663 747</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>123 283 835</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	[] [] [] , [5 | 3 | 8 | 4] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Budget 2015	Réalizations 2015	Réalizations 2014
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		145 373
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	21 589	4 978
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		29 617
Autres infrastructures	11	23 406	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	4 871	598
Machinerie, outillage et équipement divers	19	37 819	47 766
Terrains	20		
Autres	21		
	22	87 685	228 332

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	44 995	179 968
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	42 690	48 364
	34	87 685	228 332

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 419 000		61 700	1 357 300
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	1 419 000		61 700	1 357 300
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	67 399		2 960	64 439
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	16 851		740	16 111
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	84 250		3 700	80 550
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 334 750		58 000	1 276 750
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	1 334 750		58 000	1 276 750
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	1 334 750		58 000	1 276 750
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	1 334 750		58 000	1 276 750
	26	1 419 000		61 700	1 357 300
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	()
Reclassement / Redressement	28				
	29	1 419 000		61 700	1 357 300

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	75 000	69 790	20 986
Autres	3	82 783	77 248	78 244
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 600	2 172	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	53 871	53 871	45 250
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	5 903	5 903	5 454
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	220 157	208 984	149 934

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	1,00	40,00	***	***	***
Professionnels	2			***	***	***
Cols blancs	3	0,50	12,00	***	***	***
Cols bleus	4	1,50	35,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6			***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	3,00		***	***	***
Élus	9	7,00		33 335	3 101	36 436
	10	10,00		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15			40 015		40 015
Autres	16			3 010		3 010
	17			43 025		43 025

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1		27		53		79		105			131
Évaluation	2	69 926	28		54	69 926	80		106	69 926		132
Autres	3	326 444	29	4 251	55	330 695	81	287	107	330 408		133
	4	396 370	30	4 251	56	400 621	82	287	108	400 334		134
Sécurité publique												
Police	5	111 787	31	3 221	57	115 008	83		109	115 008		135
Sécurité incendie	6	49 637	32	954	58	50 591	84		110	50 591		136
Sécurité civile	7	3 522	33		59	3 522	85		111	3 522		137
Autres	8		34		60		86		112			138
	9	164 946	35	4 175	61	169 121	87		113	169 121		139
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	3 657	36	11 511	62	15 168	88		114	15 168		140
Enlèvement de la neige	11	35 026	37		63	35 026	89		115	35 026		141
Autres	12	15 125	38	4 828	64	19 953	90		116	19 953		142
Transport collectif	13	2 172	39		65	2 172	91		117	2 172		143
Autres	14		40		66		92		118			144
	15	55 980	41	16 339	67	72 319	93		119	72 319		145
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120			146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121			147
Traitement des eaux usées	18	31 464	44		70	31 464	96		122	31 464		148
Réseaux d'égout	19	4 127	45	50 357	71	54 484	97		123	54 484		149
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	53 871	46		72	53 871	98		124	53 871		150
Matières recyclables	21	85	47		73	85	99		125	85		151
Autres	22		48		74		100		126			152
Cours d'eau	23		49		75		101		127			153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128			154
Autres	25		51		77		103		129			155
	26	89 547	52	50 357	78	139 904	104		130	139 904		156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Santé et bien-être											
Logement social	157		172		187		202		217	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218	233	
Autres	159		174		189		204		219	234	
	160		175		190		205		220	235	
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161		176		191		206		221	236	
Rénovation urbaine	162	2 804	177		192	2 804	207		222	2 804	
Promotion et développement économique	163	5 903	178		193	5 903	208		223	5 903	
Autres	164		179		194		209		224	239	
	165	8 707	180		195	8 707	210		225	8 707	
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	25 149	181	18 108	196	43 257	211	12 768	226	30 489	
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	4 459	182		197	4 459	212		227	4 459	
Autres	168		183		198		213		228	243	
	169	29 608	184	18 108	199	47 716	214	12 768	229	34 948	
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230	245	
	171	745 158	186	93 230	201	838 388	216	13 055	231	825 333	42 569

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	87 685	228 332
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	87 685	228 332

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	124 280	161 184
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	124 280	161 184
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	72 420	101 649
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(80 655)	(118 552)
Réserves financières et fonds réservés	8		(20 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(8 235)	(36 903)
Solde à la fin de l'exercice	12	116 045	124 281
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	131 677	124 165
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	131 677	124 165
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(111 040)	(111 040)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	80 655	118 552
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(30 385)	7 512
Solde à la fin de l'exercice	22	101 292	131 677
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	109 569	75 243
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	109 569	75 243
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	8 724	8 893
Activités d'investissement	27	(36 097)	5 433
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		20 000
Financement des investissements en cours	29		
	30	(27 373)	34 326
Solde à la fin de l'exercice	31	82 196	109 569

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice		(223 367)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54	(223 367)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	223 367
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59	
	60	223 367
Solde à la fin de l'exercice	61	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 2 693 188	2 562 910
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 2 693 188	2 562 910
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 (1 844)	130 278
Solde à la fin de l'exercice	68 2 691 344	2 693 188

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>150 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>150 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>150 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 5 433	2	3	4	5 () 6	7	5 433
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 () 13	14	
	15 5 433	16	17	18	19 () 20	21	5 433

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 4 | 1 | 5 | 7 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| 0 | , | 0 | 0 | 1 | 3 | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| 0 | , | 0 | 0 | 2 | 0 | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[] [] [] [] , [] []	\$
Égout	2	[] [] [] [] , [] []	\$
Eau et égout	3	[] [] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] [] , [] []	\$
Matières résiduelles	5	[1] [1] [4] , [9] [4]	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Réseau d'égout construction (Secteur)	193,2000	4	Secteur village
Traitement des eaux usées (Secteur)	369,3000	4	Secteur village
Vidange des fosses septiques (Permanent)	65,0000	4	Hors village permanent
Vidange des fosses septiques (Saisonnier)	32,5000	4	Hors village saisonnier
Ordures camping	1 973,0000	4	
Ordures comptoir alimentaire	217,0000	4	
Ordures ébénisterie	217,0000	4	
Ordures épicerie	550,0000	4	
Ordures ferme	153,0000	4	
Ordures garage	308,0000	4	
Ordures restaurant	394,0000	4	
Ordures roulotte	100,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	51 920	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	500	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 554, rue Lemelin
(no) (rue)
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans G0A 3S0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 829-3100
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 829-1004
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@msfio.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Marco Langlois

Téléphone (418) 829-3100
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 829-1004
(ind. rég.) (numéro)

Courriel m.langlois@msfio.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Beudet Fontaine CPA s.a.

Titre Michel Fontaine CPA auditeur, CGA

Adresse 1065, route de l'Église
(no) (rue)
Québec G1V 3W1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 686-4299
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 686-4298
(ind. rég.) (numéro)

Courriel bfa@qc.aira.com

Responsable du dossier Michel Fontaine CPA auditeur, CGA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Marco Langlois , atteste que le rapport financier de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-04 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-François-de-l'Île-d'Orléans .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-François-de-l'Île-d'Orléans consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-François-de-l'Île-d'Orléans détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (67 838) \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,5384 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-15 11:47:22

Date de transmission au Ministère : 2016/04/15

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-François-de-l'Île-d'Orléans

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	681 760	778 637	741 987
Investissement	2		34 482	435 848
	3	681 760	813 119	1 177 835
Charges	4	785 820	880 957	819 255
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(104 060)	(67 838)	358 580
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	34 482 ) (	435 848)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(104 060)	(102 320)	(77 268)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		93 230	82 789
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	) (	3 700 ) (	3 400)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	17 106 ) (	16 334)
Excédent (déficit) accumulé	12	104 060	102 316	102 147
Autres éléments de conciliation	13			13 715
	14	104 060	174 740	178 917
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		72 420	101 649

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	1 429 525	1 517 774
Autres	2	191 700	214 803
	3	1 621 225	1 732 577
Passifs			
Dette à long terme	4	1 357 300	1 419 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	44 941	32 300
	7	1 402 241	1 451 300
Actifs financiers nets (dette nette)	8	218 984	281 277
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	2 771 893	2 777 438
Autres	10		
	11	2 771 893	2 777 438
Excédent (déficit) accumulé	12	2 990 877	3 058 715

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	116 045	124 281
Excédent de fonctionnement affecté			
- Équilibre budgétaire	14	75 000	111 040
- Fonds réservé égout	15	26 292	20 637
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	101 292	131 677
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	82 196	109 569
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	()	()
Financement des investissements en cours	27		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	2 691 344	2 693 188
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	2 990 877	3 058 715

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	647 185	666 247	627 652
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 100	6 423	6 295
Quotes-parts	3			
Transferts	4		43 025	49 306
Services rendus	5	9 900	13 055	13 734
Autres	6	18 575	49 887	45 000
	7	681 760	778 637	741 987
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10			375 616
Autres	11		34 482	60 232
	12		34 482	435 848
	13	681 760	813 119	1 177 835

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	75 100	69 926		21 090
Autres	2	342 752	326 444	4 251	330 700
Sécurité publique					
Police	3	111 787	111 787	3 221	115 810
Sécurité incendie	4	62 261	49 637	954	57 249
Autres	5	950	3 522		3 493
Transport					
Réseau routier	6	62 595	53 808	16 339	60 965
Transport collectif	7	2 500	2 172		2 240
Autres	8				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	28 250	35 591	50 357	86 175
Matières résiduelles	10	53 971	53 956		45 359
Autres	11				
Santé et bien-être	12				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13				
Promotion et développement économique	14	5 903	5 903		5 454
Autres	15	4 075	2 804		4 271
Loisirs et culture	16	27 950	29 608	18 108	40 977
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	7 726	42 569		45 472
Amortissement des immobilisations	19		93 230	(93 230)	
	20	785 820	880 957		819 255

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3